

UNITED NATIONS
United Nations Organization Mission in the
Democratic Republic of Congo



NATIONS UNIES
Mission de l'Organisation des Nations Unies
en République Démocratique du Congo

MONUC Bulletin



N° 90 du 30 janvier 2004

BULLETIN D'INFORMATION
DE LA MISSION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

SOMMAIRE

Ituri:

- MULTIPLES ATTAQUES CONTRE LES TROUPES DE LA MONUC: WILLIAM SWING TAPE DU POING SUR LA TABLE (PAGE 3)
- MESSAGE CLAIR AUX MILICES (PAGE 4)
- JUSTICE: LES MAGISTRATS SONT ARRIVÉS À BUNIA (PAGE 5)
- INAUGURATION EN FANFARE DE LA ROUTE BUNIA-KASENYI (PAGE 7)

Sud-Kivu:

- LE COMMANDANT DES FORCES DE LA MONUC, LE GÉNÉRAL ILIYA, EN VISITE À BUKAVU (PAGE 8)
- AZARIAS RUBERWA À BUKAVU: ENTRETIENS AVEC LA MONUC SUR LES QUESTIONS DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ (PAGE 9)

QUIPS:

- DEUX PROJETS À IMPACT RAPIDE FINANCÉS PAR LA MONUC À KISANGANI (PAGE 9)
- LA MONUC RÉHABILITE LE BLOC OPÉRATOIRE DE L'HÔPITAL GÉNÉRAL DE GOMA (PAGE 11)

Kisangani:

- DE NOUVEAUX SOLDATS POUR LE RENFORCEMENT DE LA 9E RÉGION MILITAIRE (PAGE 12)
- ARRIVÉE D'UN PREMIER BATEAU COURRIER DE L'ONATRA (PAGE 13)
- UNE PANNE D'ÉLECTRICITÉ PARALYSE LA VILLE (PAGE 14)

Sport:

- CAN 2004: LA CONTRIBUTION DE LA MONUC À MBANDAKA (PAGE 14)

Multiples attaques contre les troupes de la MONUC en Ituri : William Swing tape du poing sur la table

Le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la RDC, a convoqué à Kinshasa deux leaders de groupes armés de l'Ituri : Floribert Njabu Ngabu du Front des Nationalistes et Intégrationnistes (FNI) et Thomas Lubanga de l'Union des Patriotes Congolais (UPC) pour leur signifier son indignation face aux multiples attaques dont ont été victimes les troupes de la MONUC en Ituri ces derniers temps.

PAR MATHY MUPAPA

La première attaque a eu lieu le 16 janvier 2004. C'était à Kasenyi, un village situé à 50 km au sud de Bunia où un hélicoptère, un MI25 de la MONUC, a essuyé cinq tirs alors qu'il se rendait dans ce village suite à une attaque d'un camp du Parti pour l'Unité et la Sauvegarde de l'Ituri (PUSIC) par le FNI à Tagbaa, au sud de Kasenyi. Un autre hélicoptère et des casques bleus onusiens ont reçu des tirs les 19 et 20 janvier à Drodro et Iga-Barrière, d'éléments de l'UPC disant obéir aux ordres du Chef d'état-major du mouvement. Le 21 janvier, des miliciens ont encore tiré sur le camp des casques bleus à Nizi, à 28 km au nord de Bunia.

C'est face à toutes ces attaques que le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la RDC, William Lacy Swing, a tapé du poing sur la table et convoqué à Kinshasa les leaders des groupes responsables de ces

actes qu'il a qualifiés « *de très graves et d'inacceptables* ». Il a condamné fermement ce qu'il a décrit comme des « *attaques contre la Communauté internationale, la population et la paix* » ainsi que les menaces de mort proférées par écrit contre des membres du personnel de la MONUC par le chef d'état-major de l'UPC, le Commandant Bosco Ntaganda.

M. Swing a demandé à M. Lubanga de prendre ses distances vis-à-vis de ce commandant formellement désigné comme ayant ordonné les tirs contre la MONUC par des témoins et par les 22 miliciens arrêtés par la MONUC, à la suite de l'attaque de Iga-Barrière.

Le Commandant Bosco Ntaganda est accusé par des témoins et des plaignants de graves violations des droits de l'homme. Plusieurs dossiers sont à charge contre

lui, notamment des cas d'exécutions sommaires de deux personnes à Bunia en mars 2003, d'enlèvements, de viols, d'exactions contre les populations civiles, d'extorsions quotidiennes d'argent et de biens, de prélèvements illégaux de taxes et autres délits. La MONUC et les institutions intérimaires de l'Ituri ont découvert aussi l'existence de plusieurs cachots souterrains dont l'UPC se sert en divers endroits, notamment à Miala et Mabanga, pour torturer des civils innocents.

M. Swing a aussi demandé à M. Lubanga de faire une déclaration publique condamnant clairement ces actes de violence contre la MONUC et de mettre fin à l'existence des structures parallèles à l'Assemblée spéciale intérimaire (ASII) reconnue par la Communauté internationale et par le Gouvernement de transition comme l'unique institution légitime mise sur pied en Ituri.

Quant au chef du FNI, Floribert Ndjabu Ngabu, il a condamné l'incident sur les ondes de *Radio Okapi* et promis de faire le nécessaire pour que de telles attaques ne se répètent plus. Il s'est dit prêt à collaborer avec la MONUC pour restaurer la paix dans la zone sous son contrôle.

En dépit de ces provocations, la MONUC continue son travail de protection des populations civiles, de sécurisation des zones avec la poursuite des opérations de ratissage et de désarmement des groupes armés actifs en Ituri. Dans ce cadre, elle va prochainement se déployer dans plusieurs autres localités de l'Ituri dont Mahagi et Aru. Tout ceci en vue de rendre possible l'extension de l'autorité de l'Etat dans la région troublée de l'Ituri.



WILLIAM LACY SWING: « LES ATTAQUES CONTRE LES TROUPES DE LA MONUC SONT TRÈS GRAVES ET INACCEPTABLES »
(PHOTO KEVIN JORDAN/MONUC)

Message clair aux milices d'Ituri

Les visites du Chef de la MONUC en Ituri se suivent et ne se ressemblent pas. Lors de son 14^e séjour à Bunia le 9 janvier dernier, William Swing a adressé un message clair aux responsables des groupes armés : au moment où est lancé le Programme de désarmement et de réintégration communautaire en Ituri, le temps des discussions s'achève, celui de l'action, du désarmement concret doit commencer.

PAR CHRISTOPHE BOULIERAC

William Swing pouvait difficilement être plus clair. « *Le programme de désarmement et de réintégration communautaire en Ituri est une sortie honorable pour tous les ex-combattants, c'est la seule alternative car la seule décidée par le Gouvernement de transition et appuyée par la Communauté internationale. Ceux qui l'auront rejeté auront à assumer leur responsabilité. Je vous*

invite à tendre la main », indique le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la RDC aux responsables des groupes armés réunis ce 10 janvier 2004 à Bunia.

Dans la salle, les responsables en question, désormais en tenue civile, expriment selon diverses formulations, leur décision de s'« *embarquer dans le*

train de la paix en Ituri ». Le succès de ce programme dépend en effet d'abord de leur engagement mais aussi de la nécessité de lutter contre les mécanismes de racket en place. C'est dans ce contexte que la directrice du Bureau MONUC à Bunia, Dominique AitOuyahia-McAdams, a souligné qu'« *un certain type d'action pourra être repris* » par la Brigade de l'Ituri. Même fermeté du côté du ministère



LA DIRECTRICE DU BUREAU DE LA MONUC À BUNIA, MME MC ADAMS, LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL, WILLIAM SWING ET LE REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE CONGOLAIS DE LA DÉFENSE, LE LIEUTENANT-COLONEL DUKU (PHOTO CHRISTOPHE BOULIERAC/MONUC)

congolais de la Défense. Pour son Représentant au sein du CTPC à Bunia, (Comité technique de Planification et Coordination du DDR, regroupant divers ministères congolais), « *le gouvernement a notamment pour objectifs de former une armée nationale, dans un esprit de bonne moralité, et d'apolitisme, ce qui exclut tout marchandage. (...) Nous considérons tous les groupes armés, de la même manière, avec impartialité, mais je n'amènerai pas à l'armée nationale les politiciens de l'Ituri. Les cadres politiques doivent choisir leur voie* ».

Le Programme de désarmement et de réintégration communautaire en Ituri

Ces déclarations fermes interviennent au moment où commence la première des trois phases du Programme de désarmement et de réintégration communautaire en Ituri. Ce programme, exécuté et conduit sous la responsabilité du Gouvernement

de transition, à travers le CTPC, vise à répondre d'urgence à la situation spécifique de l'Ituri en attendant que ne vienne le compléter le programme national, en cours de finalisation. Il fait intervenir la MONUC et plusieurs agences onusiennes, notamment le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Il ne cible pas exclusivement les groupes armés mais plutôt la communauté toute entière dans laquelle les ex-combattants sont censés se réintégrer, avec notamment l'identification de zones cibles en Ituri qui bénéficieront de la réhabilitation d'ouvrages communautaires : routes, ponts, marchés, systèmes d'eau et d'électricité ; l'amélioration de l'accès à l'éducation et à la santé ; le développement des activités agricoles, de pêche et d'élevage.

Missions conjointes

Pour l'instant, dans le cadre de la phase préparatoire de ce programme,

des missions conjointes MONUC-groupe armé visitent les différents sites de regroupement de miliciens en Ituri, pour évaluer les forces et les types d'armement qu'elles détiennent. Parallèlement, des actions d'information sur ce programme sont menées dans la région.

Lors de la seconde phase, celle du désarmement et de transit vers la réintégration, les combattants seront différenciés : enfants-soldats, enfants associés aux groupes armés, dépendants, malades, handicapés... Suivra ensuite le désarmement puis l'enregistrement.

Enfin, la phase finale de réintégration prévoit, entre autres, de mettre en place des activités de reconstruction de haute intensité ; des activités de production génératrices de revenu ; d'appuyer la formation professionnelle, la scolarisation, le développement et la reconstruction communautaire.

Justice en Ituri : les magistrats sont arrivés à Bunia

L'arrivée à Bunia des magistrats nommés par le Gouvernement de transition annonce la reprise de l'activité du système judiciaire, grâce à l'appui de la MONUC, de la Commission Européenne et de la coopération française.

PAR CHRISTOPHE BOULIERAC

« *Il n'y a aucune raison pour qu'un système judiciaire ne soit pas en état de fonctionner en Ituri dans les semaines qui suivent : le Gouvernement de transition a nommé des magistrats, leur transport, logement et sécurité sont assurés par la MONUC* » alors que d'autres besoins sont couverts par « *la coopération française et la Commission européenne* », indiquait, le 10 janvier, devant la résidence des magistrats à Bunia, le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la République

Démocratique du Congo, William Swing. Quatre jours seulement après cette déclaration, cinq magistrats du siège, deux magistrats du Ministère public et deux greffiers nommés par le Gouvernement de transition arrivent à Bunia.

L'évènement est de taille : l'arrivée des magistrats marque l'avènement d'une justice fonctionnelle là où l'impunité a régné en maître, et donc le rétablissement rapide d'un Etat de droit à Bunia et progressivement dans tout le

district de l'Ituri, contribuant ainsi à créer des conditions susceptibles de faciliter un processus de réconciliation entre les communautés du district.

« *Nous avons un mandat national, nous ne sommes pas ici pour une communauté ou une autre* », déclare d'emblée un magistrat à la presse locale, dès son arrivée dans le chef lieu de l'Ituri. Quelques jours plus tard, sur les ondes de *Radio Okapi*, le premier substitut du Procureur de la République a tenu à rappeler les



LES NEUF MAGISTRATS ARRIVÉS À BUNIA ONT ÉTÉ NOMMÉS PAR LE GOUVERNEMENT DE TRANSITION (PHOTO CHRISTOPHE BOULIERAC/MONUC)

peines prévues dans certains crimes courants à Bunia : « viol : 5 à 20 ans de prison ; assassinat et meurtre : peine capitale... ».

MONUC, Commission européenne, coopération française

A Bunia, la prison est désormais fonctionnelle. Elle vient juste d'être rénovée, tout comme les bâtiments du tribunal, les bureaux du Procureur et de la Police judiciaire, de l'Inspection de la police et plusieurs logements de fonction, notamment ceux des magistrats, qui logent juste à côté d'un camp de la Brigade de l'Ituri.

C'est la coopération française, par le biais de l'organisation *Atlas logistique*, qui a effectué les travaux de rénovation, en vertu d'un protocole d'accord signé le 16 décembre dernier avec le Gouvernement de transition congolais et la Commission européenne. Cette dernière est censée fournir les équipements tels que le matériel de bureau et les mobiliers de base ainsi qu'une assistance, pour six mois, aux services pénitentiaires en matière d'alimentation et des soins médicaux pour les détenus.



LES MAGISTRATS DE BUNIA SONT LOGÉS DANS DES BÂTIMENTS SÉCURISÉS PAR LA MONUC (PHOTO CHRISTOPHE BOULIERAC/MONUC)

Plaintes et peurs

Tout comme l'«on ne peut pas attendre que tout soit en place pour commencer», selon les propos de William Swing, certains Ituriens n'ont pas attendu cet appui international pour déposer leurs plaintes, qu'ils aient été

victimes d'exactions, de violences sexuelles ou que leurs proches aient été enlevés, torturés ou tués.

« Nous avons enregistré plus d'une vingtaine de plaintes », indique le chef de la Brigade judiciaire de Bunia, qui en des temps fort tourmentés, a su avec courage constituer des dossiers à l'aide de ses officiers de police judiciaire. Ces documents permettront aux magistrats fraîchement arrivés de procéder à leurs premières audiences. Les plaignants, quant à eux, ont tout bonnement surmonté la peur d'éventuelles pressions ou représailles contre eux-mêmes ou leurs proches, ce qui, pour ceux qui connaissent Bunia, est une performance.

Car c'est probablement cette peur, aujourd'hui, qui constitue le principal obstacle à ce que justice soit rendue.

Une peur que l'un des nouveaux magistrats demande à la population de Bunia et d'Ituri de surmonter : « La justice n'est pas seulement l'affaire des magistrats mais de tout le monde. Je demande à la population de nous faire confiance ».

Inauguration en fanfare de la route Bunia-Kasenyi

PAR CHRISTOPHE BOULIERAC



COUPURE COLLECTIVE DU RUBAN POUR INAUGURER L'AXE KASENYI-BUNIA (PHOTO CHRISTOPHE BOULIERAC/MONUC)

« *La fanfare kimbanguiste n'est pas arrivée, il faut les attendre !* », prévient un civil français de la MONUC. « *C'est pas grave, partez, nous allons les chercher à la cité et vous rejoindrons* », répond un officier bangladais. « *Allez-y, suivez le camion de la fanfare pakistanaise* », ajoute un militaire népalais.

C'est donc dans une ambiance de kermesse très multiculturelle et un impressionnant nuage de poussière qu'une trentaine de véhicules quittent le *rond-point du gorille*, ce mardi 13 janvier, à 8h30, au centre de Bunia, encore appelé *rond-point pique-nique* par les habitants du chef-lieu de l'Ituri. Direction : Kasenyi, à 48 km, au bord du lac Albert qui sépare la RDC de l'Ouganda.

Par ce convoi, la MONUC, des agences onusiennes,

des organisations non gouvernementales et des membres de l'Administration spéciale intérimaire inaugurent officiellement cet axe important, rénové dans le cadre d'un partenariat entre la MONUC et l'organisation Agro Action Allemande (AAA).

Avant d'atteindre les vertes collines ornées d'un majestueux ciel bleu – certains aiment toujours appeler l'Ituri « la Suisse du Congo » – en direction de Bogoro, le convoi s'arrête à Dele, à 5 kilomètres de Bunia. Là, au son de la fanfare pakistanaise, puis kimbanguiste-elle est finalement arrivée – la directrice du bureau MONUC de Bunia, Dominique Mc Adams, le Coordonnateur des projets AAA, Marcus Sach et la Présidente de l'Assemblée spéciale intérimaire, Pétronille Vaweka, coupent le

ruban d'inauguration de la route, sans oublier les officiers des contingents népalais, indonésiens et uruguayens qui ont fait les gros travaux avec des bulldozers et divers matériaux de construction.

Et c'est reparti. Après 40 km de route en bon état, à Kasenyi, devant environ 1500 personnes, c'est le temps des discours. La Directrice du bureau MONUC annonce l'organisation, deux fois par semaine, de convois entre Bunia et Kasenyi, sécurisés par la MONUC, dont pourront bénéficier tous les usagers. « *Personne n'ignore l'importance stratégique de cet axe et son impact sur le bien-être des populations. (...) Il faut mettre un terme au harcèlement des vôtres et aux mécanismes de racket que certains ont développés* », indique-t-elle.

Vient le temps des rafraîchissements avant de reprendre la route du retour. A 200 mètres de là, sur la rive du lac Albert, un camion vient de charger le contenu d'une pirogue en provenance de Toroko, de l'autre côté du lac, en Ouganda. « *Ce n'est que du sucre, du riz, du sel* », assure le chauffeur qui s'empresse de fermer les portes de son engin. Assis sur ses sacs, un commerçant iturien attend patiemment le départ de la pirogue pour aller commercer en Ouganda. La rénovation de la route devrait permettre rapidement la reprise de la libre circulation des personnes et des activités commerciales à partir – et vers – le lac Albert.

Le Commandant des Forces de la MONUC, le Général Iliya, en visite à Bukavu

PAR SÉBASTIEN LAPIERRE



LE GÉNÉRAL -MAJOR SAMAILA ILIYA EN COMPAGNIE DU COMMANDANT DE LA DIXIÈME RÉGION MILITAIRE, LE GÉNÉRAL NABYOLWA (PHOTO SÉBASTIEN LAPIERRE/MONUC)

la MONUC pour les opérations DDRRR que l'objectif de stabiliser la zone a été ajouté au cahier des charges du contingent sud-africain sur place, une mission qui s'accomplit avec des patrouilles à pied dans les zones les plus touchées par l'insécurité. Un programme d'assistance humanitaire a été également mis sur pied avec l'aide de la MONUC

Le nouveau commandant des Forces de la MONUC, le Général-Major Samaila Iliya, s'est rendu au Sud-Kivu cette semaine dans le cadre d'une tournée de familiarisation à l'Est de la RDC. Pendant sa visite, il a pu s'informer sur la situation sécuritaire et humanitaire qui prévaut dans la région ainsi que sur les opérations de la MONUC en cours.

Le Général-Major Iliya s'est, entre autres, rendu dans le territoire de Bunyakiri où la MONUC mène une opération de stabilisation et de DDRRR depuis le mois de décembre 2003. En compagnie du Commandant de la 10^e région militaire, le Général Nabyolwa, et des responsables militaires de la MONUC/Bukavu, le Général-Major Iliya a pu y rencontrer les états-majors des brigades ex-RCD

et ex-Maï-Maï qui opèrent dans cette zone. Au premier plan de leurs échanges: l'insécurité semée par les groupes armés étrangers dans la région et les perspectives pour accélérer le programme DDRRR.

Le territoire de Bunyakiri compte en effet plusieurs centaines de combattants rwandais. Plus de 350 d'entre eux qui étaient intégrés dans les unités Maï-Maï du Général Padiri sont rentrés chez eux depuis début décembre dans le cadre du programme DDRRR. Toutefois, l'insécurité s'est aggravée depuis quelques semaines lorsque les combattants des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR), qui opèrent indépendamment, ont entrepris d'attaquer une dizaine de villages dans la région. C'est suite à l'arrivée de plus de 20 000 déplacés dans la zone sécurisée par

pour venir en aide aux familles déplacées.

La visite du Général Iliya à Bunyakiri a également été une occasion de constater les conditions de travail des agents civils et militaires de la MONUC: « *les conditions du terrain sont très difficiles, en particulier les routes, qui sont en piteux état. Les grandes pluies transforment tout en boue. Malgré ce contexte, ils font une excellente équipe et la collaboration entre la composante militaire et les sections civiles de la MONUC est très bonne. Ils font un très bon travail* », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse,

Le Général-Major Iliya, du Nigeria, a succédé au Général Mountaga Diallo le 1^{er} janvier 2004.

Bukavu: Azarias Ruberwa s'entretient avec la MONUC sur les questions de défense et de sécurité dans le Sud-Kivu

PAR JOËLLE SABELLA

C'est ce mercredi 28 janvier que le Vice-président congolais chargé de la Commission politique, sécurité et défense, Azarias Ruberwa, est arrivé à Bukavu, à la tête d'une délégation composée de 8 ministres. A l'aéroport de Kavumu, il a été reçu en fanfare par les autorités administratives, politiques et militaires de la province ainsi que par la MONUC, sous l'œil vigilant de la police congolaise et des contingents onusiens venus en renfort de sécurité. Au programme : meeting populaire à la place de l'Indépendance où le Vice-président a évoqué les principaux défis du gouvernement de transition. Plus tard dans la soirée, il s'est entretenu avec la MONUC notamment sur les moyens de restaurer la sécurité dans le Sud-Kivu par l'intégration des groupes armés au sein de l'armée congolaise et le paiement des troupes. La question des militaires étrangers a été également abordée.



LE VICE-PRÉSIDENT AZARIAS RUBERWA ACCUEILLI PAR LE CHEF DE LA MONUC À BUKAVU, SHAROU SHARIF (PHOTO SÉBASTIEN LAPIERRE/MONUC)

Deux projets à impact rapide financés par la MONUC à Kisangani

Kisangani attendait deux choses, ce vendredi 23 janvier : le retour du courant électrique – et incidemment de l'eau – et l'arrivée du Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la RDC, William Lacy Swing. C'est finalement ce dernier qui est arrivé le premier pour procéder à une double inauguration liée à la rénovation de deux bâtiments : le Centre Espoir des Sourds et la résidence Boyoma I des étudiantes de l'université. Tout cela dans le cadre des Projets MONUC à impact rapide : les QUIPS (Quick impact projects).

PAR CHRISTOPHE BOULIERAC

Des centaines de mains s'agitent, les couleurs fusent, les sourires éclatent et pourtant pas un bruit. C'est dans leur langue, le langage des signes, que les enfants et adultes malentendants du Centre « Espoir des sourds » saluent avec chaleur et dignité l'arrivée du Représentant

spécial. Une petite fille, d'une gracieuse moue timide, lui remet des fleurs avant que les applaudissements ne déchirent ce silence singulier où les regards détrônent la parole.

La joie n'est pas feinte. La construction d'un bâtiment qui abrite

un atelier de menuiserie équipé par la MONUC de toupie, de mortaiseuse, de rabots, de courroies, scies et marteaux redonne de l'espoir aux apprentis sourds qui peuvent ainsi accroître leurs recettes, et permet une future autonomie financière du centre. Débutés le 29 septembre

2003, les travaux ont pris fin le 21 janvier 2004, le tout pour environ 13 000 dollars américains.

Avant de couper le ruban d'inauguration et de verser quelques gouttes de coca sur le sol- histoire de demander protection aux ancêtres selon la coutume bantoue- de brefs discours, traduits en langage des signes permettent au Gouverneur de la Province Orientale, au Représentant spécial accompagné par l'Ambassadeur du Maroc en RDC et au Directeur du centre d'échanger leurs impressions. Reconnaisant que « *le contexte socio-économique actuel du Congo n'est pas toujours favorable à l'épanouissement des personnes vivant avec handicap, (...),* » le chef de la MONUC estime que « *la stabilité et la construction d'une paix durable passent notamment par l'intégration sociale des groupes vulnérables, dans le respect et la dignité qui leur sont dus, en harmonie avec la recherche du bien-être de l'homme, comme finalité de tout développement durable (...). Avec ou sans handicap, ajoutez-il, nous devons tous évoluer sans cesse vers la même direction : Paix et progrès social* ».

Visiblement ému, le Directeur du



LA RÉALISATION DU PROJET QUIPS EN FAVEUR DU CENTRE A ÉTÉ BIEN ACCUEILLIE PAR LES MALENTENDANTS DE KISANGANI (PHOTO CHRISTOPHE BOULIERAC/MONUC)

centre adresse ses chaleureux remerciements à la MONUC, tout en ne manquant pas de demander une clôture permettant « *de protéger notre production des voleurs* », ainsi que la fin des « *tracasseries administratives* ».

Un autre ruban est coupé, une

heure plus tard, à la résidence Boyoma I des étudiantes de l'université de la ville. 190 d'entre elles vont ainsi bénéficier, grâce à un projet QUIPS d'environ 30 000 dollars américains, des conditions de vie et d'hygiènes décentes qui améliorent leurs conditions d'étude.

Ce projet, qui a duré environ quatre mois, possède deux volets principaux dont le premier a permis de réhabiliter la toiture, de renouveler les vitres et de rétablir tout le système électrique du home. Les travaux du second volet ont été axés principalement sur la réhabilitation du système sanitaire, l'approvisionnement en eau et la peinture de tout le bâtiment.

Devant le recteur de l'Université, les autorités locales, les Représentants des agences des Nations Unies à Kisangani le Représentant spécial rappelle que « *la résidence Boyoma I, qui va réouvrir ces portes aujourd'hui est ainsi le fruit d'une fructueuse coopération entre une ONG locale de Kisangani, Build and Clean Space, l'Université de Kisangani, les étudiants et la MONUC. Cette approche, poursuit-il, qui donne des*



LA RÉSIDENCE DES ÉTUDIANTES DE L'UNIKIS A ÉTÉ COMPLÈTEMENT RÉNOVÉE (PHOTO CHRISTOPHE BOULIERAC/MONUC)

résultats concrets aujourd'hui nous interpelle tous que seule l'unité du Congo et un partenariat franc et sincère pourrait définitivement faciliter la transition de la situation post-conflit vers un développement durable pour le grand bien des congolais ».

Ces deux projets allongent la longue liste de 15 projets financés par la MONUC au profit de Kisangani et ses environs, notamment la construction d'un atelier orthopédique et d'une tannerie en faveur du centre pour handicapés physiques *SIMAMA*, la

réhabilitation des bornes fontaines publiques de la *REGIDESO*, la Construction des latrines publiques au marché de Kisangani.

Lancés en juin 2001, le programme des projets QUIPS possède à son actif plus de 100 projets réalisés à travers toute l'étendue de la République Démocratique du Congo et dont les bénéficiaires sont estimés aujourd'hui à plus de 2.000.000 Congolais. Les projets sont destinés à soutenir les structures visant à renforcer et solidifier le processus de paix en RDC dans le but d'éviter

la résurgence des conflits et couvrent notamment les domaines suivants : éducation, santé, environnement, agriculture, infrastructures publiques, séminaires avec la société civile, lutte anti-érosive, activités génératrices des revenus, appui aux groupes vulnérables.

Pour l'année 2004, le Représentant spécial a annoncé qu'il allait demander au Conseil de sécurité un financement additionnel d'un million de dollars destiné aux projets QUIPS en RDC.

La MONUC réhabilite le bloc opératoire de l'hôpital Général de Goma

PAR JAQUELINE CHENARD

Le bloc opératoire de l'Hôpital Général de Goma refait peau neuve. Il a été réhabilité par la MONUC grâce à son programme de Projets à impact rapide.

La Mission a accordé un appui financier de 13.640 dollars pour la remise en état partielle du bloc, l'achat d'un générateur électrique, de deux stérilisateurs, de

deux aspirateurs, des tissus verts pour le bloc opératoire et des fournitures de bureau. C'est en réponse à la requête soumise par l'Hôpital et l'Organisation Non Gouvernementale *Médecins en Catastrophe*.

Une cérémonie inaugurale a marqué l'événement, le 23 janvier 2004. Le chef

du bureau de la MONUC-Goma a rappelé la mission de son institution qui consiste à accompagner le processus de paix en RDC, tout en appuyant de petits Projets à impact rapide. C'est justement dans ce cadre qu'elle a financé ce projet bénéfique à plus ou moins

450.000 personnes de la ville de Goma et des ses environs, a-t-il souligné.

Pour le chef de mission de *Médecins en Catastrophe*, la MONUC n'en est pas à son premier geste. Cette organisation a déjà réalisé un projet au sein de cette même institution médicale en fournissant des équipements médicaux, des médicaments, des réactifs de laboratoire, du carburant, des lubrifiants, etc.

Le Médecin Directeur de l'hôpital a, pour sa part, insisté sur les problèmes que connaît son hôpital notamment le non-paiement des factures par les clients qui, pour la plupart, sont des indigents. Il a aussi lancé un appel à l'aide aux hommes de bonne volonté en faveur de cet hôpital qui enregistre plus ou moins 200 interventions chirurgicales et 120 naissances par mois.

Le Vice-gouverneur chargé de l'Administration et des Affaires sociales qui présidait la cérémonie, s'est dit satisfait du geste de la MONUC. Il a recommandé aux responsables de l'hôpital de garder ce matériel pour le bien-être de la toute la communauté.



LE PERSONNEL DE L'HÔPITAL GÉNÉRAL DE GOMA S'EST RÉJOUI DE LA RÉHABILITATION DU BLOC OPÉRATOIRE (PHOTO JAQUELINE CHENARD/MONUC)

De nouveaux soldats pour le renforcement de la 9e région militaire à Kisangani

PAR MARCELLINE COMLAN



LES MILITAIRES ONT FIÈREMENT DÉFILÉ DANS LES RUES DE KISANGANI
(PHOTO MARCELLINE COMLAN/MONUC)

Venus de Boende, territoire de l'Équateur à l'Ouest de Kisangani, plus d'une centaine de militaires issus de l'ex-composante Gouvernement et autres armées belligérantes sont arrivés le 8 janvier 2004 dernier à Kisangani par le bateau courrier, le Kamoto. Ces hommes en uniforme vont compléter l'effectif de la première brigade de l'armée de la 9^e région militaire cantonnée au camp Lukusa de Kisangani.

Pour montrer leur appartenance à ce nouveau corps, ils ont

défilé le 15 janvier dernier dans les rues de la ville avec leurs nouveaux attributs : uniformes flambant neufs, chaussures étincelantes, armes à l'épaule, têtes bien droites coiffées de casquettes, l'air déterminé. Ils ont été chaleureusement acclamés par la population qui n'a hésité à entonner avec eux les chansons populaires qui rythmaient leurs pas. L'ambiance était euphorique.

Les membres de cette brigade auront à suivre le programme de formation qui sera organisé par

l'école militaire dirigée par les officiers belges.

Rappelons que Kisangani a été retenue pour abriter cette institution de formation et de perfectionnement militaire et qu'elle aura entre autres pour mission de former les premiers éléments de la brigade de l'Ituri.

Ce défilé a également coïncidé avec la présence dans la ville du vice-ministre en charge de la Défense.

Un premier bateau courrier de l'ONATRA à Kisangani.

Le premier bateau courrier de l'ONATRA est arrivé le jeudi 8 janvier 2004 à Kisangani en provenance de Kinshasa. Dénommé Kamoto, ce bateau qui transportait plusieurs centaines de passagers ainsi que des marchandises diverses relie ainsi l'Ouest et à l'Est du pays après plus de cinq ans de guerre.

PAR JACQUES MUKONKOLE / MARCELLINE COMLAN



L'ARRIVÉE DU BATEAU KAMOTO À KISANGANI EST BÉNÉFIQUE POUR LA POPULATIONS BOYOMAISE (PHOTO RACHELE MAGLOIRE/MONUC)

Il était onze heures lorsque le *Kamoto* a accosté au port public de l'Office national de transport dans une ferveur populaire. Pour la première fois, des familles séparées pendant la guerre se sont retrouvées. Accolades, chaudes poignées de mains, mais aussi quelques larmes de joie ont caractérisé ces retrouvailles. « *Je suis très content de fouler le sol boyomais après deux ans d'absence. Je vais revoir mes parents et mes amis. En tout cas je suis très content* », a déclaré l'un des passagers.

Le voyage sur le fleuve aura duré

21 jours sans grande difficulté. Néanmoins, l'un des bateliers a indiqué que le balisage de la voie est encore inexistant, le problème a pu être surmonté avec l'aide des éclaireurs. « *Hormis quelques pannes techniques, nous n'avons pas eu d'autres difficultés. Contrairement à ce qu'on nous avait laissé entendre, la sécurité ne pose aucun problème. Tout est calme* » a-t-il poursuivi.

D'après des chiffres officiels, ce bateau transportait environ six cents passagers civils. A bord se trouvaient

également une centaine de militaires et leurs familles en provenance de Boende, territoire de l'Equateur à l'Ouest de Kisangani. Ces militaires sont venus renforcer les effectifs de la 9^e région militaire. Les commerçants ont apporté, entre autres, à bord du bateau du poisson fumé, des porcs, de chèvres, de la volaille, des produits vivriers comme le riz, les arachides, des produits manufacturés.

La reprise du trafic des bateaux courriers de l'ONATRA devrait résoudre le problème de transport des passagers à destination de Kinshasa notamment pour ceux qui peuvent utiliser la voie aérienne, les prix étant prohibitifs. C'est également une opportunité d'emplois à l'ONATRA qui a connu plus de cinq ans d'inactivité. Par ailleurs, avec l'arrivée du bateau *Kamoto*, un marché occasionnel a vu le jour aux abords de l'ONATRA avec d'abondantes denrées alimentaires de base.

Sur les différents marchés de la ville de Kisangani, des répercussions ont été ressenties sur les prix des produits : une certaine stabilité et voire une tendance à la baisse ont été observées. A titre d'exemple, le panier de poisson fumé varie de 1500 FC à 5000 FC selon la grosseur du panier, le poisson salé est vendu 1.200 FC à 3000 FC. Le prix initial était au-delà de cette fourchette. Un gobelet de riz vendu 85 FC est passé à 50 FC, celui d'arachide revient à 130 FC au lieu de 200 FC.

Si le *Kamoto* a réussi à ravitailler Kisangani, le bateau n'aura pas réussi à se réapprovisionner de façon substantielle. Au départ de Kisangani, il n'a pu embarquer que 13 tonnes de bois sciés et 80 sacs de haricots. C'est dire que Kisangani ne répond pas encore à sa réputation de grenier de la Province Orientale d'antan largement entamée par l'inexistence des infrastructures routières.

Une panne d'électricité paralyse la vie à Kisangani

La panne générale d'électricité survenue à Kisangani cause d'énormes déconvenues aux populations en cette période de fortes chaleurs.

PAR MARCELLINE COMLAN

Lundi 14 janvier 2004, 17 heures 45, la centrale hydroélectrique de Kisangani a cessé brusquement de fonctionner en raison d'un trop plein d'eau dans les turbines. Plusieurs jours seront nécessaires pour rétablir la situation que le gouverneur de province Jean-Pierre Bilusa a qualifiée de catastrophique.

Cette panne électrique a eu pour conséquence immédiate l'arrêt de la fourniture d'eau par la Regideso. Pour les Boyomais, cette crise a été lourde de conséquences en cette période de forte chaleur. Dans les rues de Kisangani, ce sont de longues files d'hommes, de femmes et d'enfants munis d'ustensiles, de récipients de toutes sortes, à pied, en toleka (vélos-taxi), brouettes et autres moyens de transport qui sont allés à la recherche d'une source d'eau. Beaucoup d'entre eux dorment à la belle étoile lorsque la pluie n'a pas rafraîchi les températures.

Dans les établissements sanitaires où il y a des puits, les mesures d'hygiène n'étaient pas garanties ont affirmé certains médecins. A l'hôpital général de Kisangani et à la clinique universitaire, il a été particulièrement difficile de

conserver des réactifs de laboratoire et autres intrants et de stériliser le matériel. Pour les institutions de santé alimentées par des groupes électrogènes, il s'est posé le problème de l'achat de carburant.

Autres conséquences inhérentes à cette situation, une inflation sur les marchés : les prix de certains produits de premières nécessités sont passés du simple au double. Un gobelet de farine de maïs est passé de 15 à 30 FC, le gobelet de riz coûte désormais 120 FC au lieu de 75 FC.

Les prix des produits pétroliers vendus sur les trottoirs ont aussi pris l'ascenseur. Des files d'attente se sont formées devant les magasins des meuniers pour la mouture du manioc et autres céréales. Le prix de la bière et des boissons sucrées a légèrement augmenté dans certains endroits qui utilisent des groupes électrogènes.

Pour finir, on a déploré quelques cas de noyades de jeunes gens dans la rivière Tchopo.

Plusieurs rencontres d'urgence ont eu lieu au gouvernement avec les autorités

politico-administratives, les opérateurs économiques et la société civile.

Outre l'appel lancé aux différents partenaires locaux et internationaux, le gouverneur de la Province Orientale a demandé au Gouvernement de transition de soutenir la ville de Kisangani dans cette épreuve. M. Bilusa s'est adressé en particulier aux vice-ministres de l'Intérieur et celui de l'Energie, afin d'obtenir des stocks de carburant pour faire tourner l'une des usines thermiques de la Regideso. Entre temps, une évaluation des besoins en carburant a été réalisée sur la base de 7 fûts par jour pour faire fonctionner une pompe thermique de cette usine.

Les premiers besoins ont été couverts par le gouvernement, la Regideso, la SNEL, la FEC permettant ainsi de fournir tous les deux jours, quelques heures d'eau à la ville

Les techniciens de SNEL confrontés à des difficultés techniques ont cependant réussi à localiser la panne à l'origine de l'inondation. Le canal a déjà été asséché à près de 85%. Signe que les travaux de réparation sont en bonne voie.

CAN 2004: la contribution de la MONUC à Mbandaka

PAR ALEX ESSOME

Tout est parti d'une idée simple du bureau de l'Information Publique de Mbandaka : saisir l'opportunité qu'offre le sport pour rassembler les populations de la ville en diffusant au grand public des matches de la Coupe d'Afrique des Nations de football 2004. Un écran géant monté et le tour est joué. Très vite, l'évènement est devenu un tel succès qu'il a surpassé largement les prédictions de départ. Depuis le coup d'envoi samedi dernier de la CAN 2004, tous les soirs, la kermesse de

Mbandaka affiche complet. Au moins 10000 à 15000 personnes s'y donnent rendez-vous.

Le grand espace abandonné d'hier est pris d'assaut par une marée humaine composée de fonctionnaires de la ville, des autorités administratives et municipales, des jeunes, des fonctionnaires internationaux de la MONUC et autres ONG internationales et des chômeurs. Pour cette dernière catégorie, Mbandaka en compte des

milliers. Peut être, pas une particularité unique à la ville. Mais, un phénomène croissant tout de même.

Le temps de la Can 2004, la kermesse s'est transformée en un lieu par excellence de rencontres. Tout y passe; on y drague, la bière coule à flot, elle-même agrémentée par la viande boucanée vendue par les tenancières. Tout se passe sans lâcher du regard le grand écran. Les plus éloignés sont



NOMBREUX ONT ÉTÉ LES MBANDAKAIS QUI ONT SUIVI LES MATCHES DE LA CAN DIFFUSÉS PAR LA MONUC SUR ÉCRAN GÉANT (PHOTO ALEX ESSOME/MONUC)

aussi servis. Tout est fait pour donner la visibilité à plus de 500 mètres de distance. La MONUC a déployé l'artillerie lourde pour saisir l'aubaine. « DISH Satellite », écran 12 m x12, câbles, groupe électrogène, déblayage de l'étendue de la kermesse pour la rendre fréquentable, une ceinture de sécurité et le déploiement des policiers et militaires. Bref, tous les détails sont passés au peigne fin.

Le film d'une journée à la kermesse se déroule comme si la réalité quotidienne était reléguée au second plan. Exit, les

problèmes de la paie, la famine, les coupures d'électricité et d'eau, la rareté des produits alimentaires. Les Mbandakais ont leur attention braquée ailleurs. Assis ou debout dans un coin de la kermesse, la discussion s'anime autour du but d'égalisation du joueur rwandais contre la Tunisie au match d'ouverture.

La RDC n'est pas encore entrée en lice ce soir-là. Mais, les Mbandakais supportent le pays voisin. Pour ce soir, le Rwanda n'a rien du pilleur et de l'agresseur connu. En ces temps

de foot, vaut mieux composer avec le voisin détesté qu'avec l'ami lointain. Le but d'égalisation est salué par une valve d'applaudissements du public. Difficile à croire, mais c'est pourtant vrai : les Congolais de Mbandaka sont de cœur avec leurs voisins du Rwanda. Quoi de plus normal, le voisin défend les couleurs sous-régionales à Tunis. Ce n'est pas le moment de déterrer la hache d'animosité. ...Vivement que la Can 2004 dure.

Contact MONUC BULLETIN : Mathy Mupapa

INFORMATION PUBLIQUE /MONUC

TEL: 00 243 818906388

001 212 963 0103 (EXTENSION 6388)

E-MAIL: MUPAPA@UN.ORG

KINSHASA/RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO